

MAI 2024

LA LETTRE DES ÉLU·E·S COMMUNISTES ET CITOYEN·NE·S DE MONTATAIRE

La lettre d'information de vos élu·e·s



Montataire

Vos élu·e·s

Smael ADDALA

Loïc BASSET

Annie BAUMGARTNER

Zinndine BELOUAHCHI

Marie-Charlotte BORDAIS

Jean-Pierre BOSINO

Karima BOUKALLIT

Gilberte CANONNE

Pascal D'INCA

Catherine DAILLY

Frédéric DENAIN

Amadou DIALLO

Agnès LAFORET

Céline LESCAUX

Valérie LEVERT

Jean-Luc RIVIERE

Rémy RUFFAULT

Lucie SAUBAUX

Hadja TOURE

Édito

« Joli mois de mai... fais ce qu'il te plaît, en commençant par la Paix... »

Les multiples conflits à travers la planète nous rappellent à une autre et triste réalité, celle de la souffrance, des blessures, des privations et de la mort de milliers d'innocents...

Difficile de ne pas évoquer en particulier **le sort de nos sœurs et frères palestiniens** qui meurent à petit feu sous les coups disproportionnés de l'armée israélienne depuis ce 7 octobre et les abominables crimes perpétrés ce jour-là par le Hamas... Retrouvez **en page 3 la pétition au président Macron** pour exiger un cessez-le-feu et un arrêt des ventes d'armes au pays agresseur, que nous vous invitons à remplir en ligne...

À quelques semaines de l'été, alors que le Festival Danses et Musiques du Monde aura une nouvelle fois rythmé le jeudi de l'Ascension, nous vous donnons **rendez-vous pour les quartiers d'été** ; pour construire ensemble l'espoir d'une société solidaire et unie...

C'est dans cet esprit que **nous vous invitons à vous mobiliser massivement dans les urnes le dimanche 9 juin prochain**, à l'occasion des élections européennes, pour faire entendre cet espoir... Il est temps de reprendre en main notre avenir et de le construire ensemble...

La liste de la Gauche unie, conduite par notre candidat du PCF Léon DEFFONTAINES, est en mesure de porter cette volonté et cet espoir, avec en son sein la présence de notre camarade **Karim BOUKHACHBA**, maire-adjoint de Creil.

Céline LESCAUX
et Jean-Luc RIVIÈRE,
co-président·e·s du groupe

Nous avons besoin d'une véritable réforme des finances locales

Le budget des collectivités, des villes comme Montataire, est ce qui permet le fonctionnement de tous les services municipaux, utiles au quotidien de chacun et chacune, et les investissements nécessaires pour répondre aux besoins qui évoluent sans cesse.

La principale recette pour ce qui nous concerne, provient d'un **versement de l'agglomération Creil Sud Oise (ACSO) correspondant à notre ancienne taxe professionnelle**. Puis nous encaissons **le produit des taxes foncières** (70 % payés par les entreprises) et **le produit des services** (ce qui est facturé aux habitants : restaurant scolaire, crèche, centre de loisirs, résidence autonomie, quelques loyers...).

Notre ville ayant un quartier dit « quartier prioritaire de la ville », nous touchons **une dotation de solidarité urbaine (DSU)** de l'État.

C'est à peu près la même situation pour les trois autres villes urbaines de l'agglomération, et pour toutes les autres communes moins la DSU.

Au cours des dernières décennies, **les gouvernements qui se sont succédés ont tous, d'une façon ou d'une autre, modifié l'assiette des ressources des collectivités, avec l'objectif de leur faire payer une partie du déficit de l'État.**

Ainsi Nicolas Sarkozy a supprimé la taxe professionnelle payée par les entreprises et les

acteurs économiques, remplacée par une co-tisation économique territoriale. La différence entre les deux c'est moins 10 milliards ! au détriment des collectivités, sans que cela n'ait rien changé à la situation de l'emploi.

François Hollande a, lui, diminué ce qui était la plus grosse dotation de l'État vers les collectivités, la dotation globale de fonctionnement (DGF), correspondant aux charges que les communes assument pour l'État, de... 14 milliards ! Pour Montataire c'est simple, nous touchions 1,6 million d'euros en 2016 et aujourd'hui... 0 euro.

Emmanuel Macron, lui, décide de supprimer la taxe d'habitation. Première conséquence, la rupture du lien entre les habitants/locataires et le financement des services, puisque seuls les propriétaires paient maintenant un impôt local. Cette opération se traduit encore par quelques millions de moins au global et une taxe d'habitation toujours payée d'une certaine façon par... la TVA !

Assez de bricolages/ponctions dans nos budgets ! Il faut rendre aux collectivités leur autonomie de gestion.

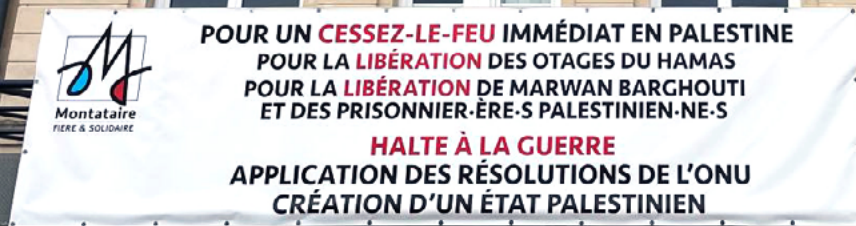
Ce dont nous avons besoin, c'est d'une réforme des finances et de la fiscalité locale qui tienne compte des revenus des habitants, des besoins des collectivités, des services publics mis en œuvre.

Comme si tout cela ne suffisait pas, voilà que certains élus de l'agglomération creilloise, plutôt que d'agir pour cette réforme indispensable, se disent qu'il faut ponctionner telle ou telle commune de l'agglomération pour soulager les autres. En clair, « **siphonner** » **une partie de l'ancienne taxe professionnelle de**

Montataire qui toucherait trop, pour la repartager avec les autres communes ! C'est ce que l'on appelle « partager la misère ». Ce n'est pas la conception des élus communistes, d'autant que **si le gouvernement le veut, il peut aller chercher l'argent là où il est :**

- 80 milliards de fraude fiscale par an ;
- 60 milliards de dividendes distribués à la Bourse ;
- 400 milliards de dépenses d'armement prévues sur les 6 prochaines années.

Les communes assurent le service au quotidien pour les habitants, elles doivent avoir les moyens en autonomie de l'assurer.



NON au génocide des Palestiniens et STOP à la vente d'armes à Israël

Il est temps de mettre fin à l'hypocrisie de la France qui consiste à condamner les bombardements incessants à Gaza d'un côté, tout en vendant des armes de l'autre.



Rassemblement en octobre dernier à Montataire en hommage aux victimes israéliennes et palestiniennes et pour l'arrêt des massacres à Gaza.

Le rapport annuel sur les exportations d'armes, divulgué par le ministère des armées en juillet 2023, révèle que la France a vendu 208 millions d'euros de matériel militaire à Israël au cours des dix dernières années, dont 25,6 millions en 2022.

Ces ventes françaises ont été réalisées malgré les alertes répétées des Nations unies

sur les violations des droits des Palestiniens par les colons et l'armée israélienne, à Gaza et en Cisjordanie.

Rappelons que la France a signé le traité des Nations unies sur le commerce des armes en 2013, qui interdit la vente d'armes si elles risquent d'être utilisées pour commettre des crimes contre l'humanité ou d'autres crimes de guerre.

Cependant, la France persiste à fournir des armes à Israël, impliqué dans la mort de plus de 34 000 Palestiniens, parmi lesquels figurent la moitié d'enfants et de femmes, ainsi que des milliers de blessés et de disparus sous les décombres.

Près de 2 millions de personnes ont été déplacées à Gaza.

En Cisjordanie occupée, les colons perpétuent leurs activités de colonisation, bénéficiant de la protection de l'armée israélienne. Les violences s'intensifient, marquées par des arrestations arbitraires et des détentions administratives sans fondement, touchant principalement de très jeunes Palestiniens.

La Cour internationale de justice a ordonné à Israël, le 26 janvier 2024, de s'abstenir d'actes relevant de la convention sur le génocide et de prévenir et punir toute incitation au génocide des Palestiniens.



Rassemblement à l'appel des comités et associations du Bassin creillois jumelés avec des camps palestiniens, le 17 novembre dernier à la gare de Creil.

**Exigeons un cessez-le-feu immédiat,
ne soyons pas complices
de ce génocide !**

**SIGNONS
LA PÉTITION :**
<http://oise.pcf.fr/128679>



Agir concrètement pour le droit au logement

Soixante-dix ans après l'appel de l'abbé Pierre, la crise du logement est à son niveau le plus grave. La situation affecte des millions d'habitantes et d'habitants de notre pays. Tous s'accordent à la dénoncer. Mais cela ne suffit pas : il faut agir concrètement et permettre à chacune et à chacun de se loger dignement.

En France, 2,6 millions de ménages sont en attente d'un logement social mais c'est le moment choisi par Attal et son gouvernement pour réduire le nombre de construction de logements sociaux (6 000 demandes sur notre agglomération, plus de 1 000 sur notre ville).

À cela s'ajoutent des mesures prises par certaines régions, comme en Île-de-France, en supprimant les aides régionales à la construction de logements sociaux dans les villes possédant déjà plus de 30 %, et ceci alors que les chiffres de demandeurs explosent.

Ce qu'il faut :

- un investissement national planifié pour répondre aux besoins en matière de logement social ;
- construire 250 000 logements par an ;
- rénover 700 000 logements ;
- rétablir l'aide à la pierre ;
- encadrer les loyers et les charges pour qu'elles ne dépassent pas 20 % des revenus d'un ménage ;
- aller vers un grand service public du logement social.

Nous refusons le détournement de l'argent du livret A vers les dépenses d'armement. C'est au système bancaire de prendre ses responsabilités pour contribuer au financement du logement social. La Banque centrale européenne doit agir pour faire baisser les taux de crédits.

Les élus communistes et républicains appellent tous les acteurs du logement social, tous les locataires, toutes celles et tous ceux qui aspirent au progrès social et écologique à se joindre à leur combat pour un logement digne pour toutes et tous.

À Montataire nous construisons pour répondre aux besoins

Nous sommes très attachés à cette question du droit à un logement digne et de qualité, c'est la raison pour laquelle nous avons bataillé auprès des pouvoirs publics afin d'obtenir **des moyens importants pour la seconde phase de l'ANRU dans le quartier des Martinets** qui a déjà bien commencé.

Nous avons contribué activement à la construction du projet réunissant bailleurs, services, habitants. Pour aménager au mieux les espaces extérieurs, co-construire avec les habitants, solliciter leur avis nous a semblé primordial.

La réhabilitation des logements et des espaces extérieurs redonnera un cadre de vie de qualité au quartier ainsi qu'à ses habitants.

Petit focus sur les programmes de construction à venir, dont une partie compense les démolitions de l'ANRU, trois programmes de logements locatifs de qualité sont engagés.

- sur le secteur Wallon pour Oise Habitat avec 19 logements individuels dont 4 pour des familles ;
- sur le secteur centre-ville : 2 collectifs de 10 logements, 9 logements individuels en accession sociale par la Sa HLM du département ;
- sur le secteur A Lancelot Lénine, 37 logements dont 24 en collectifs et 13 en individuels par LAESSA ;
- sur les Tertres, 48 logements en accession et encore la possibilité d'acquérir des terrains à bâtir dans ce même secteur.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 9 JUIN 2024

Le 9 juin, reprenons la main !

C'est un moment important de la vie démocratique, il n'y a qu'un seul **tour**. Cela peut paraître éloigné mais les décisions au Parlement européen ont des conséquences directes sur votre quotidien.

Dans la liste de rassemblement conduite par Léon Deffontaines, il y a des candidats de tous horizons, monde du travail, syndical, associatif, élus..., rassemblés pour une Europe sociale, solidaire et de coopération entre les peuples, pour la paix et la protection de notre planète.

Karim BOUKHACHBA est élu PCF à Creil et candidat sur notre liste. Vous le connaissez sans doute par son engagement au quotidien auprès de la population. Vous pouvez compter sur lui pour faire entendre vos voix.

Cette **liste GAUCHE UNIE POUR LE MONDE DU TRAVAIL** s'engage à **agir avec les autres forces de gauches présentes en Europe.**



Restons en contact

✉ Groupe Communiste et Citoyen - Mairie de Montataire - Place Auguste Génie - 60160 MONTATAIRE

f Citoyens rassemblés pour Montataire

☎ Jean-Luc RIVIERE : 06 10 89 91 97